

Les « accords de Munich » sont signés entre l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni et l'Italie à l'issue de la conférence de Munich du 29 au 30 septembre 1938. La Tchécoslovaquie et l'URSS n'ont pas été invitées. Ces accords permettent à Hitler d'annexer les Sudètes, régions tchécoslovaques peuplées majoritairement d'Allemands. Ils constituent un recul des démocraties face à l'expansionnisme nazi.

En Tchécoslovaquie, les Allemands des Sudètes réclament le rattachement à l'État allemand (le Reich). La crise éclate en 1938 lorsqu'Hitler, au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, annonce l'annexion de la région. L'opération provoque un conflit avec la France et le Royaume-Uni, alliés de la Tchécoslovaquie.

L'URSS s'engage à apporter une aide militaire à la Tchécoslovaquie à condition que la France agisse de même. L'Armée rouge se mobilise pour intervenir mais, sans frontière avec la Tchécoslovaquie, l'URSS doit demander son accord à la Pologne pour traverser son territoire. La Pologne refuse. La France décrète la mobilisation mais n'intervient pas pour convaincre son alliée polonaise. Par ailleurs, le gouvernement français n'entend pas entrer en guerre contre l'Allemagne sans la participation britannique.

Proposition de Benito Mussolini, le dirigeant fasciste italien, Hitler accepte la tenue d'une conférence qui se tient à Munich, du 29 au 30 septembre 1938. Y participent Adolf Hitler, Édouard Daladier, chef du gouvernement français, Neville Chamberlain, premier ministre britannique et Mussolini. Tchécoslovaques et Soviétiques ne sont pas invités ! Les accords conclus stipulent l'évacuation des Sudètes par les Tchèques et leur occupation progressive par l'armée allemande. C'est la fin de la Tchécoslovaquie. En occupant le pays, les Allemands prennent possession des performantes entreprises d'armement et de matériel militaire (notamment Škoda).

En France, la droite et la gauche modérée (SFIO et radicaux) approuvent les accords. Seuls les communistes votent contre leur ratification. Comme au Royaume-Uni, l'opinion publique retient que la guerre a été évitée et célèbre ces illusoires « accords de paix ».

La Pologne bénéficie de la rétrocession d'une partie de la Silésie et soutient naïvement le gouvernement hitlérien. Écartée de la Conférence de Munich, l'URSS voit dans les accords de Munich les effets de la « politique d'apaisement » préconisée par Neville Chamberlain pour détourner la menace nazie vers l'est. Le dirigeant soviétique, Joseph Staline, désormais méfiant vis-à-vis de la Grande-Bretagne et de la France, s'engage dans une nouvelle politique aboutissant au pacte de non-agression germano-soviétique d'août 1939 qui plonge nombre de communistes, naturellement antinazis, et de militants de la section juive de la M.O.I. en particulier, dans l'incompréhension ou le désarroi.

Référence :

Miquel Pierre, 1998, Le piège de Munich, Éditions Denoël.

<https://museemrjmoi.com>